



# Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

## À la recherche d'un nouveau cadre d'action

**La première réunion de l'année du Conseil général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) n'a rien apporté de nouveau à ce qui avait déjà été rapporté lors de la réunion informelle des chefs de délégation du 10 février. En effet, les Membres ne s'entendent toujours pas sur la manière de progresser dans les négociations après le succès de la conférence ministérielle de Nairobi (CM10).**

Cela étant dit, ce qui les sépare réellement, ce n'est pas les sujets de négociations restants, mais plutôt le cadre d'action sur lequel les négociations seront basées. La réunion, cependant, a eu le mérite de « clarifier » quelque peu le processus actuel et ce qui sera en jeu au cours des mois à venir.

En fait, l'accord conclu l'an dernier au Kenya a ouvert la voie pour que certains Membres transforment la manière dont les négociations futures seront menées à Genève. L'incapacité des ministres à décider de maintenir ou d'abandonner le cadre d'action actuel du Programme de Doha pour le développement (PDD) pour les discussions futures a permis d'envisager de s'éloigner de l'engagement unique et d'explorer de nouvelles approches pour résoudre les enjeux de Doha.

La Déclaration ministérielle de la CM10 indique que « [d]e nombreux Membres veulent mener les travaux sur la base de la structure de Doha, tandis que certains veulent explorer de nouvelles architectures. » C'est sur ce point précis que les Membres ne s'entendent pas. En ce qui a trait aux enjeux restants de Doha, cependant, ils ont clairement montré vouloir les aborder de manière très pragmatique.

« Il n'existe aucun consensus sur la manière d'aborder le PDD. Néanmoins, à Nairobi, tous les Membres se sont engagés fermement à faire avancer les négociations sur les enjeux restants de Doha. Il est important de souligner ce point, même si les Membres n'ont actuellement pas le même point de vue sur la manière d'y parvenir », a souligné Roberto Azevêdo, le directeur général de l'OMC, lors de la réunion. Il a ajouté qu'il a demandé aux présidents des groupes de négociations d'entamer les discussions au sein de leur groupe respectif, ce que l'ambassadeur Vitalis a déjà commencé avec l'agriculture en organisant une réunion ouverte le 8 mars afin de diffuser les résultats des consultations qu'il a tenues depuis janvier.

Les délégués ont été pressés d'approfondir leurs discussions sur ce front. Or, pour ce faire ils doivent présenter des propositions concrètes sur la manière dont ils veulent que les enjeux restants de Doha soient abordés. Certains Membres ont dit être prêts à envisager de nouvelles approches, mais n'ont pas encore précisé la manière dont ces nouvelles avenues fonctionneraient.

La Chine, entre-temps, a suggéré de changer le nom du PDD pour un « programme de travail solidaire » où les enjeux seraient résolus d'une façon plus directe et équilibrée en faisant preuve de solidarité envers les pays en développement. La Chine avait d'abord soumis l'idée à la mini réunion ministérielle de Davos, où des sources avaient affirmé qu'elle avait été immédiatement rejetée. Lors de la rencontre du Conseil général, la Chine a insisté sur le besoin d'établir un programme de travail qui soit non seulement faisable, mais qui soit aussi significatif d'un point de vue commercial.

## Enjeux non liés au PDD

Un autre défi que devront affronter les Membres dans les mois à venir est la manière dont ils prévoient aborder les enjeux qui ne sont pas liés au PDD. L'ambassadeur des États-Unis, Michael Punke, et d'autres Membres ont insisté pour que de nouveaux sujets soient étudiés par l'OMC. Cependant, cette idée a été mal accueillie par certains délégués, qui ont

clairement souligné que les sujets non liés au PDD ne peuvent être abordés tant que les enjeux restants du PDD ne sont pas résolus.

« Nous ne savons pas encore quel serait le cadre de cette conversation, mais nous savons clairement que s'il existe un désir de mener des négociations multilatérales, tous les Membres devront être d'accord pour que cela se produise », a déclaré M. Azevêdo au Conseil général.

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : [www.producteurslaitiers.ca](http://www.producteurslaitiers.ca), [www.poulet.ca](http://www.poulet.ca), [www.lesoeufs.ca](http://www.lesoeufs.ca), [www.leseleveursdedindonduncanada.ca](http://www.leseleveursdedindonduncanada.ca), [www.chep-poic.ca](http://www.chep-poic.ca).

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

